

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 06 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE CEMENTS

Route de Bréal
53410 ST PIERRE LA COUR

Références : 2022-270_INSP_RAP_EP_LAFARGE CEMENTS
Code AIOT : 0006300908

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté Route de Bréal 53410 ST PIERRE LA COUR. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle au titre de la fréquence annuelle pour ce type d'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE CEMENTS
- Route de Bréal 53410 ST PIERRE LA COUR
- Code AIOT : 0006300908
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

L'établissement contrôlé est la plus importante cimenterie en France avec une capacité de production d'environ 5000 tonnes de ciment par jour. Pour satisfaire ses besoins énergétiques, la cimenterie co-incinère des déchets dangereux et non dangereux venant se substituer à une partie des combustibles fossiles habituels. Les quantités maximales autorisées sont de 18000 t/an de déchets liquides et 160000 t/an de déchets solides. Le calcaire entrant dans la fabrication du ciment provient de la carrière contiguë à la cimenterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux inspections réalisées en 2021
- Emissions atmosphériques
- Application des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance de modification	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46	/	Sans objet
3	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
6	Respect des VLE de rejets dans l'air du four rotatif	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 50	/	Sans objet
8	Information sur le fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 84.2	/	Sans objet
9	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3	/	Sans objet
11	Aires de chargement, déchargement et de manipulation	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 4	/	Sans objet
12	Déchets - Statut SEVESO	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Equipements sous pression	Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-9-1	/	Sans objet
4	Attestations tri 5 flux	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284	/	Sans objet
5	Assurance qualité des mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 58	/	Sans objet
7	Mesures périodiques des rejets atmosphériques du four rotatif	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 59.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3	/	Sans objet
13	Contrôle des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 64.4	/	Sans objet
14	Etude technico-économique sécheresse	AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur les suites données aux trois inspections réalisées en 2021, sur le respect des valeurs limites d'émission à la cheminée du four cimentier, sur les projets en cours et à venir. L'établissement s'est engagé dans une démarche de décarbonation du process et développe des projets conséquents pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé pour 2030 et 2050. La modification fréquente des installations nécessite qu'elles soient préalablement portées à la connaissance du préfet, sous forme de dossier de modification non substantielle ou de demande d'autorisation environnementale.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification d'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Constats : Une inspection a été réalisée le 21/04/2021 suite à l'explosion/incendie de la chaudière KL300 "fluide thermique" le 20/04/2021. L'exploitant indiquait qu'une chaudière provisoire sera installée dans l'attente de l'installation prévue en mars 2022 d'une nouvelle chaudière remplaçant celle détruite. Le rapport d'inspection du 26/08/2021 demandait à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet la mise en place de cette chaudière provisoire puis ultérieurement de la chaudière définitive, en justifiant la conformité à l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.</p> <p>Dans sa réponse du 19/10/2021, l'exploitant indiquait qu'une chaudière en location, d'une puissance de 2,32 MW, a été mise en place le 14/05/2021. Il décrivait les conditions d'exploitation permettant de justifier la conformité à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 23/06/2015 ainsi qu'aux articles 4.6 et 4.7 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Modes opératoires, consignes de démarrage et d'arrêt, conduite à tenir en cas d'accident;- Modalités d'entretien et de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées par l'installation. <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la chaudière en location était toujours en service dans l'attente des études en cours sur le redimensionnement du besoin en fluide caloporteur, l'installation actuelle étant surdimensionnée. Il est envisagé d'installer une cuve d'un volume plus faible. Il précise ne pas avoir de visibilité sur la conclusion de cette étude avant fin 2023, la priorité étant donnée à d'autres projets de développement conséquents. Par ailleurs, la chaudière provisoire est sur-capacitaire, d'environ deux fois la puissance thermique nécessaire pour le chauffage du fluide caloporteur.</p> <p>Le porter à connaissance pour la chaudière provisoire n'ayant pas été transmis et compte tenu de la prolongation du maintien en service de cette chaudière, il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet les éléments demandés sous un mois. Il est précisé que contrairement à ce qui était indiqué dans le rapport d'inspection du 26/08/2021, le texte applicable à la chaudière n'est pas l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, mais l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110. Ce texte doit donc être pris en compte dans les éléments du porter à connaissance à fournir.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le projet « Argiles calcinées », qui a fait l'objet d'un porter à connaissance du préfet le 20/10/2020 et ayant abouti à l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/05/2021, est modifié par :</p>

<p>- l'ajout d'un broyeur avec sa cheminée de rejet des effluents à l'atmosphère. Ce broyeur est destiné à sécuriser le process compte tenu de la présence de quartz dans les argiles et afin de préserver les broyeurs ciment. Il a été constaté lors de la visite que l'unité de production des argiles calcinées est toujours en construction. Sa mise en service est prévue au 1er trimestre 2023.</p> <p>- le changement des moyens de prévention du risque d'incendie de l'atelier bois fixés à l'article 9 de l'arrêté du 06/05/2021. Le contrôle de la température des déchets stockés et la détection de fumées sont remplacés par une surveillance par caméras à infra-rouge.</p> <p>Le porter à connaissance de ces nouvelles modifications n'a pas été réalisé. L'exploitant indique qu'il a prévu d'intégrer ces modifications dans la demande d'autorisation prochainement déposée pour le projet biomasse « PRECA ».</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-9-1
Thème(s) : Situation administrative, Chaudière "Fluide thermique"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Générateur de vapeur : tout équipement sous pression, assemblage d'équipements sous pression ou ensemble dans lequel de l'énergie thermique est apportée à un fluide, en vue de l'utilisation extérieure de l'énergie et éventuellement du fluide lui-même, lorsque sa température maximale admissible excède 110° C.</p> <p>Sont considérés comme fluides au sens de la présente définition :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la vapeur d'eau ; – l'eau surchauffée ; – tout fluide caloporteur dont la température d'ébullition, sous la pression atmosphérique normale, est inférieure à 400° C, et lorsque sa température maximale admissible excède 120° C, et que la pression effective de la vapeur produite ou susceptible de se produire peut excéder un bar ; – tout mélange de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée avec un autre fluide sous pression. <p>Est également considéré comme générateur de vapeur tout équipement sous pression, assemblage d'équipements sous pression ou ensemble comportant une ou plusieurs enceintes fermées, dans lesquels de l'eau est portée à une température supérieure à 110° C sans que le fluide ne fasse l'objet d'une utilisation extérieure.</p> <p>Constats : Suite à l'inspection du 21/04/2021, il était demandé à l'exploitant de justifier que la chaudière KL 300 qui a été détruite par l'explosion et l'incendie du 20/04/2021 n'était pas soumise à la réglementation applicable aux équipements sous pression (ESP).</p> <p>L'exploitant a apporté les éléments dans sa réponse du 19/10/2021, justifiant que la chaudière n'était pas soumise à cette réglementation car le fluide caloporteur utilisé ne répond pas à la définition donnée à l'article R.557-9-1. Quelle que soit la température d'utilisation, le fluide ne génère pas de pression de valeur selon la fiche des données thermodynamiques du fabricant.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le fluide caloporteur utilisé reste inchangé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'inspection du 20/10/2021 avait relevé les manquements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le registre des déchets dangereux ne fait pas figurer la date d'expédition des déchets; - Le registre des déchets dangereux ne mentionne pas la destination des filtres à huile, fuel et gasoil; - Le registre des déchets non dangereux ne mentionne aucun enlèvement de déchets visés par les obligations du "tri 5 flux"; - Les deux registres déchets dangereux et déchets non dangereux ne mentionnent pas la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Lors de la visite, un extrait des registres déchets portant sur le mois de septembre 2022 a été consulté. L'exploitant indique avoir ajouté les informations concernant le code déchet, les dates d'enlèvement et de réception à destination, le numéro de bordereau de suivi BSD, l'identification du transporteur, le code de</p>

<p>traitement du déchet.</p> <p>Toutefois, sur le registre des déchets dangereux de septembre 2022 (aucun enlèvement en octobre), 2 numéros de BSD sont indiqués, l'un pour des huiles noires et l'autre pour des filtres à huile, fuel et gasoil, sans qu'aucune autre information ne soit portée sur le registre.</p> <p>L'exploitant précise que l'absence de mention dans les registres déchets consultés lors de la précédente inspection concernant les enlèvements de déchets du tri 5 flux s'explique par des enlèvements non réguliers et espacés dans l'année. En septembre et octobre 2022, aucun enlèvement de déchets du tri 5 flux n'a été réalisé selon l'exploitant.</p> <p>L'inspection rappelle que les registres déchets doivent être tenus à jour en permanence.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Attestations tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Tri 5 flux des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 20/10/2021 relative à la mise en œuvre du tri 5 flux, il a été relevé que l'exploitant ne disposait que d'une seule attestation au titre de l'année 2020, délivrée le 21/10/2021 par la société BARBAZANGES TRI OUEST, laquelle ne mentionnait pas les déchets de plastiques. Il était demandé de fournir l'attestation pour les plastiques.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'attestation délivrée le 08/11/2022 par la société BARBAZANGES TRI OUEST au titre des enlèvements de déchets de l'année 2021. Il précise que cette société est la seule qui intervient dans l'enlèvement des déchets du « tri 5 flux ». L'attestation mentionne une quantité de métal de 34 tonnes, et une quantité de déchets en mélange constitués de papier, cartons, verres, plastiques et bois de 181 tonnes.</p>
Observations : L'inspection demande à l'exploitant d'insister auprès de la société qui opère les enlèvements de déchets pour qu'elle fournisse l'attestation au plus tard le 31 mars de l'année n+1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance qualité des mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques est conforme à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique (AST, QAL1, QAL2, QAL3)
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16/12/2021, qui a porté sur les seuls AMS (analyseurs automatiques) liés au four cimentier, il était relevé les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- Les dates de validité de certains certificats QAL1 des 5 AMS sont absentes ou dépassées.- Le rapport de la campagne QAL2 réalisée par DEKRA le 09/09/2019 indique que les droites d'étalonnage n'ont pas été intégrées dans le logiciel d'acquisition des AMS.- La procédure QAL3 n'est pas mise en place.- Les rapports annuels des contrôles AST par DEKRA sont transmis à l'exploitant dans des délais inappropriés. Il était demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure d'assurance qualité respectant complètement la norme NF EN 14181. Dans sa réponse du 23/03/2022, l'exploitant indique qu'en raison de la difficulté technique de mise en œuvre des gaz étalon dans le conduit de la cheminée et d'une fiabilité des résultats incertaine, la procédure QAL3 est remplacée par un étalonnage annuel des AMS sur banc d'essai par le fabricant situé en Suède, permettant de s'assurer de la fiabilité, de la répétabilité et de la reproductibilité des mesures. Les AMS sont expédiés à l'occasion des arrêts annuels de four pour maintenance. Il estime que les contrôles AST annuels et QAL2 tous les trois ans permettent de garantir la fiabilité des résultats de mesures des émissions atmosphériques.
Observations : L'inspection considère que les dispositions prises par l'exploitant permettant de s'adapter aux circonstances techniques de ses installations permettent de répondre de manière satisfaisante à la garantie de fiabilité des données de mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Respect des VLE de rejets dans l'air du four rotatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission sont respectées si : <ul style="list-style-type: none">- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 49 pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;-
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un bilan partiel de l'autosurveillance 2022 des émissions atmosphériques du four cimentier. A fin octobre 2022, la mesure des émissions de poussières enregistre 12 dépassements de la VLE en valeur moyenne journalière. Les autres paramètres sont conformes aux VLE (NOx, SO2, HCl, COT, NH3). L'exploitant a identifié les causes de ces dépassements : <ul style="list-style-type: none">- bourrage des broyeurs crus du fait des arrêts et redémarrages successifs;- dysfonctionnement du filtre à manche (manches fuyardes);- écartement trop important des plaques de diffusion matière de l'électrofiltre FT60;- débit d'eau bridé de la tour de refroidissement UT70;- blocage de vis de la tour de conditionnement UT60. L'exploitant a indiqué avoir engagé des actions lors de l'arrêt de four du 13 au 15 juin 2022 (remplacement des manches du filtre et visite de l'électrofiltre) et lors de l'arrêt de four du 19 au 22 septembre 2022 (déblocage de vis, remplacement des buses d'injection d'eau, réparation des plaques de l'électrofiltre, vérification des clapets des broyeurs crus, ajout de boulets dans un broyeur cru pour augmenter le débit, remplacement de deux ventilateurs des sorties aérauliques). Suite à ces interventions, l'exploitant indique avoir constaté une nette amélioration des émissions de poussières. Il informe également que des études sont en cours pour remplacer à moyen terme les électrofiltres par des filtres à manches techniquement moins complexes pour la maintenance et pour la conduite en exploitation. Ces dépassements n'ont pas fait l'objet d'une information de l'inspection des installations classées dès leur connaissance par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures périodiques des rejets atmosphériques du four rotatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 59.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, <ul style="list-style-type: none">- deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.- au moins quatre mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), des dioxines et furannes. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.- une mesure par an du benzène.
Constats : Les résultats des mesures trimestrielles (T1, T2, T3) à la cheminée du four cimentier par l'organisme extérieur DEKRA ont été présentés. Tous les paramètres polluants ont été mesurés selon la fréquence requise et aucune des valeurs obtenues ne dépasse les valeurs limites fixées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 84.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses demandées aux articles 30, 45, 46, 47, 48 sont communiquées à l'inspecteur des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - selon une fréquence au moins trimestrielle : mesure de la température de la chambre de combustion, mesures en continu demandées à l'article 59, et mesures en continu à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 60, accompagnées de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ; - au moins une fois par an en ce qui concerne les informations demandées à l'article 71, les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 45, 46, 48, et les analyses demandées à l'article 61 ; - dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 59 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 44, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 59, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 60, pour toute évolution significative d'un paramètre mesuré en application de l'article 61. <p>Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, d'une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.</p>
<p>Constats : Les résultats des mesures ne sont pas transmis trimestriellement à l'inspection. L'exploitant indique que pour une raison de commodité l'ensemble des résultats sont transmis annuellement dans le cadre du rapport d'activité présenté en Commission de suivi de site (CSS).</p> <p>L'inspection note que la fréquence de transmission des résultats de mesures fixée par l'arrêté d'autorisation correspond à la fréquence minimum prescrite par l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats selon la fréquence prescrite.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant total des garanties à constituer suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, est de 158 366,06 euros TTC, établi conformément au guide ATILH de Juin 2013 ($M = 1,10 \times (M_e + \alpha \times (M_i + M_s + M_g))$). Ce montant a été défini en prenant en compte un indice TP01 de 711,6 (avril 2020) et un taux de TVA de 19,6%.
Constats : Un nouveau montant de garantie financière a été défini par l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/05/2021. Cet arrêté devait être suivi de la transmission au préfet d'un nouvel acte de cautionnement répondant du montant fixé. L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire du nouvel acte de cautionnement. Il est demandé à l'exploitant de justifier que cet acte a bien été transmis au préfet ou à défaut de la transmettre dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant total des garanties à constituer est basé sur une quantité maximale de déchets soumis à redevance (les seuls déchets à valeur négative) pouvant être entreposés sur le site : <ul style="list-style-type: none">• déchets de type FLUFF (mélange de papiers, cartons, plastiques) : 780 t• déchets liquides non énergétiques (G2000) : 250 t• bois broyés : 200 t• RBA : 348 t• caoutchouc broyé : 200 t• glycérine : 450 t »
Constats : Pour justifier le respect des quantités maximales de déchets stockés, l'exploitant a indiqué que les quantités correspondent aux capacités maximales des cuves, silos et zones sous bâtiment. Il n'a pas été constaté de stockage de déchets en extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Aires de chargement, déchargement et de manipulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.</p> <p>La réception, le stockage, la manipulation, le transport et le traitement de semences déclassées au sein de l'établissement sont faits dans des espaces couverts à l'abri des eaux météoriques.</p>
Constats : L'aire de déchargement du fluff (DSB2) et les autres aires situées à proximité du chantier du projet « argiles calcinées » (DSB1, DIB1, farines animales) ont été visitées. <p>Sur l'aire DSB2, il a été constaté la présence de 2 fûts dont le contenu n'a pu être identifié. Ces fûts n'étaient pas placés sur rétention. Par ailleurs le sol de l'aire de déchargement comportait des déchets disséminés notamment au droit du collecteur des eaux pluviales de la zone. L'exploitant n'a pas pu indiquer précisément le mode de traitement des eaux pluviales collectées et le point de rejet au milieu naturel.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a indiqué par courriel qu'un des deux fûts sert de poubelle et l'autre contient de l'huile, et que ces fûts ont été placés sur rétention. Il a transmis une photo pour en attester.</p> <p>S'agissant de la gestion des eaux pluviales, il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan du réseau montrant les différents ouvrages de traitement et le point de rejet au milieu naturel.</p> <p>Les autres aires n'appellent pas d'observation.</p> <p>Il a toutefois été constaté la présence d'une remorque/container provisoire de stockage de déchets liquides (Baker Tank) à proximité du four cimentier. Ce stockage est placé sur une bâche formant rétention, laquelle était remplie d'eau. L'exploitant a indiqué qu'il était vide et n'avait été utilisé qu'une seule fois.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les dispositifs de rétention doivent être maintenus en permanence afin de garantir la disponibilité du volume nécessaire pour recueillir les écoulements de déchets liquides. Il est également demandé à l'exploitant d'évacuer ce stockage ou de justifier l'utilité de le conserver sur site, le cas échéant en précisant la situation de ce stockage au regard du volume de stockage autorisé des déchets de même nature.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Statut SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le 30 juin 2021, l'exploitant est tenu de réaliser une étude visant à prendre en compte ces déchets dans la détermination du statut SEVESO de l'établissement. Cette étude apportera toute justification et toute démonstration du classement retenu, en application du Guide Technique de la direction générale de la prévention et des risques de décembre 2015.</p>
<p>Constats : Par courrier du 30/06/2021, l'exploitant a fourni des éléments relatifs au remplacement du combustible de substitution CHV par un autre combustible de substitution BHO (résidu de distillation de bio-diesel) considéré comme un produit pétrolier et non comme un déchet.</p> <p>Il indique que la fiche de données de sécurité (FDS) ne mentionne pas de phrase de risque et que le BHO n'est donc pas susceptible de modifier le statut SEVESO de l'établissement. Par ailleurs, au titre des produits pétroliers, le volume de BHO ne conduit pas au dépassement du seuil bas du statut SEVESO.</p> <p>Toutefois, il a indiqué lors de la visite que de nouvelles substances ont été admises en 2022 et qu'un nouvel état sur le statut SEVESO de l'établissement sera produit.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet avant fin 2022 une note actualisée sur le statut SEVESO de son établissement, et préciser si ces changements sont notables au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Contrôle des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 64.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émissions sonores générés par son établissement. Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; en cas de non-conformité, ils lui sont transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté du 23/01/1997 (basée sur la norme NFS 31.010 - décembre 1996), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.
Constats : Suite à la campagne 2018 de mesure des émissions sonores ayant montré des dépassements des émergences réglementées, l'exploitant a réalisé d'importants travaux consistant à confiner le bruit émis au niveau du bâtiment clinker et du bâtiment des broyeurs à boulets (bardage, silencieux sur l'émissaire du dôme à clinker). Lors de la visite, le rapport de la dernière campagne de mesures en octobre 2020 a été consulté. Celui-ci montre que les émergences réglementées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des prélèvements, des consommations d'eau, des dispositifs de surveillance, des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.</p> <p>Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place.</p> <p>Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique.</p> <p>[...] Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier sont communiqués à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 juin 2021.</p>
<p>Constats : L'étude technico-économique relative à la réduction des prélèvements et consommations d'eau a été transmise par courrier du 11 avril 2022.</p> <p>Au regard des postes les plus consommateurs, de la faisabilité technique et des coûts afférents, les actions que l'exploitant retient sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détection des fuites et maintenance du réseau d'eau; - amélioration du plan de comptage et du suivi des dérives; - essais sur le process avec une modification des buses de pulvérisation en amont du filtre à manche. <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un audit complet du réseau d'eau du site était lancé avec une instrumentation du réseau par des débitmètres.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'informer régulièrement l'inspection de l'avancement de ces travaux et des économies réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet